



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique**

Arrêté préfectoral n° 2026/00949 du 11 MARS 2026
portant réglementation complémentaire temporaire des installations classées exploitées par
la RATP au Centre Bus de CRETEIL
situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour

LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 181-14 et R. 181-46 ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet du Val-de-Marne, monsieur Étienne STOSKOPF ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019 portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées par la RATP au Centre Bus de CRETEIL situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2025/03847 du 24 septembre 2025 portant réglementation complémentaire des installations classées exploitées par la RATP au Centre Bus de CRETEIL situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de la Pompadour ;
- VU** le dossier de porter-à-connaissance transmis le 15 décembre 2025 par la RATP concernant des modifications d'exploitation de son établissement situé à CRETEIL ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 janvier 2026 proposant un projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** le courrier transmis à l'exploitant le 12 février 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 23 février 2026

CONSIDÉRANT que le projet porté par la RATP, dont le but est l'intégration temporaire de 5 bus fonctionnant à l'hydrogène (H2) pendant 9 mois à partir du 5 février 2026, dans le prolongement de la zone de remisage des bus H2 déjà autorisée dans l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019/3738 du 24 septembre 2025, n'est soumise ni à examen à cas par cas, ni à évaluation environnementale systématique ;

CONSIDÉRANT que la modification présentée par l'exploitant n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

CONSIDÉRANT que la modification présentée par l'exploitant ne constitue ainsi pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications nécessitent de mettre à jour temporairement des dispositions réglementaires d'actes antérieurs ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

L'exploitant RATP, pour l'établissement Dépôt bus RATP de CRETEIL (n° SIRET 775 663 438 00478) situé Carrefour de la Pompadour à Créteil, établissement secondaire de la Régie Autonome des Transports Parisiens (n° SIRET 775 663 438 019 06) dont le siège social est situé au 54 Quai de la Rapée, 75012 Paris, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et des éventuels actes antérieurs notamment les arrêtés préfectoraux en date du 19 novembre 2019 et du 24 septembre 2025, à exploiter un centre bus sur le territoire de la commune de CRETEIL (94000), situé angle de l'avenue du Maréchal Foch et de la route de Pompadour (coordonnées Lambert X=658982 Y=6852650), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – MODIFICATION TEMPORAIRE DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU 24 SEPTEMBRE 2025 : Implantation des places de remisage et de maintenance des bus hydrogène

Le dernier alinéa de la disposition 4.2., de l'article 5.10, est remplacé par les dispositions suivantes, pour une durée de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté :

« Le remisage, la maintenance et les opérations spécifiques aux bus fonctionnant à l'hydrogène doivent être réalisés conformément au plan de remisage et d'aménagement transmis dans le cadre du porter à connaissance n°5440968A transmis à l'inspection des installations classées pour l'environnement le 15 décembre 2025. En particulier, le stationnement des bus fonctionnant à l'hydrogène est interdit en dehors des emplacements autorisés. »

Article 3 – Publicité et affichage

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de cette décision est adressée à la mairie de Créteil et peut y être consultée. Elle y fait l'objet d'un affichage pendant une durée minimale d'un mois dont le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Val-de-Marne où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 – Voies et délais de recours

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

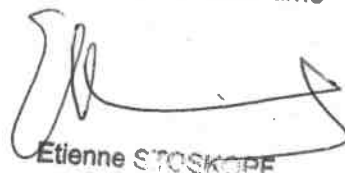
La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de Créteil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant de la société RATP et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Le préfet du Val-de-Marne



Etienne STOSKOPF